



Conseil économique et social

Distr. générale
11 mai 2010
Français
Original : anglais

Session de fond de 2010

New York, 28 juin-23 juillet 2010

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau

Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2010**

Résumé

L'économie mondiale a continué à s'améliorer au premier semestre de 2010, conduisant l'Organisation des Nations Unies à revoir légèrement à la hausse ses prévisions concernant la croissance mondiale. Le rythme de la reprise est toutefois trop faible pour combler l'écart de production mondiale provoqué par la crise. Il est également inégal entre les pays. Alors que les perspectives de croissance de certains pays en développement sont encourageantes, l'activité économique reste atone dans les économies développées et inférieure à son potentiel dans le reste du monde en développement.

Des faiblesses importantes persistent. Malgré les grandes quantités de liquidités injectées dans le système financier, l'expansion du crédit reste limitée dans les grandes économies développées et le processus de désendettement financier n'est pas achevé. On s'attend à ce que les taux de chômage restent durablement à un niveau élevé dans la plupart des économies développées. Dans les pays en développement, les conditions de travail deviennent de plus en plus précaires et le nombre de travailleurs pauvres pourrait continuer de croître dans un avenir proche. Les situations budgétaires se détériorent rapidement, en particulier dans les pays développés, ce qui limite la capacité de nombreux pays à prendre de nouvelles mesures de relance propres à soutenir la reprise de leur économie. Les craintes de plus en plus vives qu'inspirent certaines dettes souveraines ont également été un facteur d'instabilité financière.

* E/2010/100.

** Le présent document met à jour le rapport intitulé *Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2010* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.10.II.C.2), paru en janvier 2010.



Les mesures de relance macroéconomique doivent se poursuivre pour consolider et étendre la reprise, mais devraient être davantage axées sur la création d'emplois. Il est crucial pour de nombreux pays développés d'arriver, à moyen terme, à continuer de soutenir la reprise tout en assainissant leurs finances publiques. Au niveau international, la coordination des politiques doit être renforcée pour parvenir à une croissance solide, durable et plus équilibrée de l'économie mondiale, et pour réformer les systèmes financiers nationaux et internationaux.

I. Tendances macroéconomiques mondiales

1. Après avoir sombré dans la récession la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale, l'économie mondiale est sur la voie de la reprise. Le produit mondial brut (PMB), qui s'était contracté de 2 % en 2009, devrait progresser de 3 % en 2010 et de 3,1 % en 2011 (voir annexe I du présent rapport). La reprise se fait toutefois à un rythme modéré, qui est loin de permettre de récupérer les emplois perdus et de combler l'écart de production créé par la profonde récession. D'après les prévisions de base, les plans de relance pluriannuels adoptés par les grandes économies seront mis en œuvre comme prévu, ce qui signifie que dans la plupart des pays les mesures d'incitation publiques se poursuivront en 2010, voire au-delà, et que la confiance devrait regagner progressivement le secteur privé.

2. Mis en confiance par une intervention sans précédent des gouvernements dans le monde entier, les marchés financiers mondiaux se sont progressivement stabilisés. À la mi-2010, les risques systémiques du système financier mondial se sont nettement atténués et les primes de risque sur la plupart des segments du marché du crédit ont chuté pour retrouver leurs niveaux d'avant la crise. De même, les principaux marchés boursiers ont, en moyenne, récupéré la moitié des pertes subies pendant la crise, et les banques et autres institutions financières ont réussi à reconstituer leur capital. Les flux de capitaux reprennent peu à peu vers un grand nombre d'économies en développement, et les prix des produits de base sont repartis à la hausse après avoir fortement chuté entre le début de la crise et le deuxième trimestre de 2009.

3. Dans l'économie réelle, la reprise s'accélère également. Grâce à des mesures de relance par voie budgétaire et à des politiques monétaires expansionnistes, la plupart des économies ont enregistré une croissance positive à la fin 2009 et au début 2010. L'augmentation des dépenses publiques pour financer les politiques de relance et le renversement du cycle des stocks, qui avaient été réduits précipitamment durant la crise, ont été décisifs pour relancer la croissance. Dans le même temps, la consommation des ménages et l'investissement des entreprises montrent certains signes de reprise, et le commerce international et la production industrielle mondiale, qui s'étaient effondrés durant la crise, reprennent progressivement, même s'ils restent encore à des niveaux inférieurs à leurs sommets d'avant la crise.

4. Pourtant, l'économie mondiale montre encore d'importants signes de faiblesse. Malgré l'énorme quantité de liquidités injectée dans le système financier, dans de nombreux pays, en particulier les grandes économies développées, les flux de crédit vers les secteurs non financiers restent faibles. Si la remontée des cours des actions a permis à de nombreuses institutions financières d'atténuer leurs pertes, le processus d'assainissement des bilans par une décote des actifs problématiques et un désendettement se poursuit. On assiste dans le même temps à une dégradation rapide des finances publiques d'un grand nombre de pays développés sous l'effet de la crise et des mesures de relance. Dans certains pays, comme la Grèce, le Portugal, l'Espagne et l'Irlande, cette dégradation est devenue une nouvelle source d'instabilité financière.

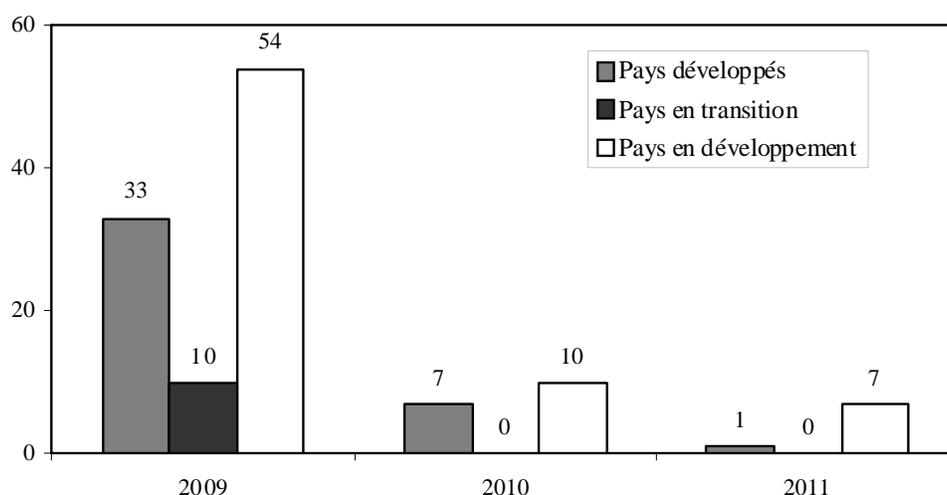
5. Au niveau mondial, la reprise de l'activité économique est plus faible et plus lente que celle observée au lendemain d'autres récessions récentes. Tous les pays n'en bénéficient pas non plus de la même manière. Dans la plupart des pays

développés, l'activité du secteur privé ne repose pas encore sur des bases solides. Face à un taux de chômage élevé, à une dette publique qui s'envole et à des flux de crédit limités, les perspectives de croissance de la majorité des économies développées restent modestes et ne suffisent pas à donner à l'économie mondiale l'impulsion nécessaire. Si les pays en développement d'Asie, en particulier la Chine et l'Inde, sont en tête des pays en développement en ce qui concerne le redressement de leur économie, de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique latine connaissent une reprise beaucoup plus anémique. La plupart des économies en transition ont vu leur situation s'améliorer nettement depuis le fort ralentissement de 2009, mais la reprise y reste fragile car elle est fortement influencée par la situation du marché mondial des produits de base et de l'accès aux emprunts extérieurs.

6. Un grand nombre de pays en développement souffrent encore des répercussions de la crise financière mondiale. Même si seul un petit nombre de pays en développement devrait connaître une nouvelle baisse de leur revenu par habitant en 2010 (voir fig. I ci-dessous), l'impact sur les marchés du travail et sur le contexte social continue de se faire sentir plus largement. La réduction des perspectives d'emploi et de revenus a considérablement ralenti les progrès de la lutte contre la pauvreté et la faim. D'ici à la fin 2010, la crise, inversant la tendance au recul de la pauvreté, aura fait sombrer environ 64 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté. On estime que du fait de la montée en flèche des prix des denrées alimentaires en 2007 et 2008, le nombre de personnes souffrant de malnutrition a augmenté de 63 millions, et que la crise économique mondiale a ajouté 41 millions de personnes à la population souffrant de sous-alimentation¹.

Figure I

Nombre de pays affichant un PIB par habitant en baisse, 2009-2011^a



Source : Département des affaires économiques et sociales.

^a Les données relatives à 2009 sont en partie des estimations; les données relatives à 2010 et 2011 sont des prévisions basées sur le scénario de départ prévu dans le document intitulé *Situation et perspectives de l'économie mondiale*, mis à jour à la mi-2010.

¹ FMI et Banque mondiale, *Rapport de suivi mondial 2010* (Washington, Banque mondiale).

7. Au niveau mondial, on a recensé plus de 34 millions de chômeurs supplémentaires en 2009, le taux de chômage estimé étant passé de 5,7 % à la fin 2007 à 6,6 % à la fin 2009. Toutefois, l'impact de la crise sur le niveau d'emploi varie très fortement d'un pays à l'autre : alors que dans certains, comme les trois pays baltes et l'Espagne, elle a fait augmenter le taux de chômage de plus de 10 %, dans d'autres, comme l'Irlande, les États-Unis et l'Islande, l'augmentation a été égale ou supérieure à 5 %. Dans un grand nombre de pays en développement, le secteur informel a atténué l'impact de la montée du chômage. Les emplois dans le secteur informel étant généralement plus précaires et moins bien rémunérés, l'Organisation internationale du Travail (OIT) estime que le nombre de travailleurs pauvres a augmenté de 215 millions². Au rythme de reprise actuel, on prévoit que les taux de chômage de la plupart des pays développés retrouveront leur niveau d'avant la crise d'ici quatre à cinq ans. Il n'est pas à exclure que dans nombre d'économies en développement les secteurs informels continuent de se développer, les entreprises du secteur structuré différant les embauches.

8. Des marchés de l'emploi apathiques, une demande mondiale plus faible et des capacités excédentaires ont fait baisser les prix en 2009, et l'inflation mondiale est passé de 4,7 % en 2008 à 1,4 % en 2009. Pour le moment, les pressions inflationnistes devraient rester faibles dans les économies développées et dans de nombreuses économies en développement. Pourtant, l'augmentation récente des prix des produits de base pourrait faire repartir l'inflation à la hausse, en particulier dans les pays en développement où les taux de croissance sont proches de ceux d'avant la crise.

9. Le risque de voir l'économie mondiale connaître une période prolongée de croissance médiocre une fois la crise financière terminée reste fort. Cela pose de nouveaux défis pour l'action gouvernementale. À court terme, l'appui des gouvernements demeure essentiel pour consolider et étendre la reprise mondiale. La promotion de l'emploi est un domaine clef à cet égard car une création d'emplois solide permettra de relancer la demande effective et d'arriver ainsi à réduire les déficits publics. Un nombre croissant de pays intensifient leurs efforts dans ce domaine, notamment par le biais de subventions aux entreprises qui embauchent de nouveaux travailleurs et des programmes renforcés de retour à l'emploi pour les personnes au chômage. Toutefois, davantage doit être fait pour mettre en relation la gestion de la demande globale et les mesures visant le marché du travail, afin que la reprise s'accompagne d'une création d'emplois bien plus importante.

10. Durant la crise financière, la coopération politique entre les grandes économies, en particulier au sein du Groupe des Vingt, a joué un rôle important pour restaurer la confiance et éviter un marasme plus aigu. Toutefois, à mesure que la crise financière perd en intensité, l'esprit de coopération tend à disparaître. Chaque pays connaissant un rythme de reprise et des problèmes qui lui sont propres, les priorités politiques différeront : certains pays seront en mesure de mettre rapidement en œuvre les mesures de stimulation alors que d'autres devront peut-être en priorité consolider leur dette publique. Ces ajustements politiques propres à chaque pays nécessitent cependant une meilleure coordination internationale pour renforcer les synergies au niveau mondial et éviter que les politiques adoptées dans un pays n'aient des répercussions négatives sur le reste de l'économie mondiale. De même,

² OIT, *Global Employment Trends, janvier 2010* (Genève, Bureau international du Travail).

le chantier de la réforme des systèmes financiers nationaux et internationaux demande une intensification de la coopération politique entre les pays.

II. Perspectives régionales

A. Économies développées

11. Les États-Unis se sont extirpés de la récession profonde et la croissance a repris depuis le deuxième trimestre de 2009. La crise dans laquelle le secteur du logement avait plongé en 2006 s'est atténuée. Parallèlement, le rythme de dégonflement des stocks s'est fortement ralenti à la fin 2009, ce qui a notablement contribué à la croissance trimestrielle du Produit intérieur brut (PIB). Le taux de croissance de l'économie américaine devrait être de 2,9 % en 2010 avant de redescendre à 2,5 % en 2011. La croissance de la consommation privée devrait rester faible en 2010 et 2011, à 2,5 %. Plus de 8 millions de salariés ont perdu leur emploi entre 2007 et 2009, et le taux de chômage restera au-dessus de 9 % en 2010 et 2011. On prévoit que, à court terme, la demande de consommation privée continuera à pâtir d'un chômage qui se maintient à des niveaux élevés et de la nécessité pour les ménages d'épargner davantage pour combler la perte de richesse causée par la crise. Sur le plan budgétaire, le coût de l'assurance chômage et des prestations sociales continue d'alourdir le déficit public et d'amplifier d'autres effets budgétaires de la crise, comme le coût des différentes mesures prises pour sauver les institutions financières. En conséquence, le déficit public s'est envolé pour atteindre 1,4 billion de dollars, soit environ 10 % du PIB. Les facteurs cycliques qui aggravent le déficit budgétaire vont s'affaiblir à mesure que la reprise progressera, mais le problème principal auquel le Gouvernement est confronté est de maintenir la viabilité des finances publiques sur le moyen terme. Étant donné qu'une part importante de la dette publique est détenue à l'étranger, on peut s'attendre à ce que des pressions apparaissent pour faire augmenter les taux d'intérêt dans l'éventualité où le dollar baisserait, ce qui creuserait le déficit extérieur et compliquerait encore davantage la réduction du déficit budgétaire. En vue de l'amélioration du système financier, la Réserve fédérale a progressivement mis fin à certaines facilités de liquidité et cessé d'acheter des actifs à long terme. Les taux d'intérêts directs devraient être maintenus à des niveaux très faibles jusqu'à la fin 2010, mais on peut s'attendre à de modestes hausses en 2011.

12. L'économie du Japon s'est contractée de plus de 5 % en 2009, son pire résultat depuis le choc pétrolier du début des années 70, et la conséquence d'un effondrement des exportations, mais des mesures de relance macroéconomique et une reprise des exportations ont permis de faire repartir l'économie. Malgré une légère baisse du chômage, les possibilités d'emploi et de revenus restent défavorables, les pressions déflationnistes continuant de faire sérieusement obstacle à une reprise plus solide. La croissance devrait rester faible tout au long de la période 2010-2011, avec un taux moyen de 1,3 %. Très dépendante des exportations, l'économie du pays reste liée à la solidité de la reprise de ses principaux partenaires commerciaux. Dans le même temps, le taux de chômage élevé et la faiblesse de la confiance des consommateurs vont peser sur les dépenses des ménages, et les inquiétudes face à la dette publique risquent de rendre difficile la poursuite de la relance budgétaire.

13. La plupart des pays d'Europe occidentale sont sortis de la récession au troisième trimestre de 2009. Dans la zone euro, cependant, l'effondrement de l'activité économique a provoqué une baisse de 4 % du PIB sur l'ensemble de l'année 2009. Jusqu'à présent, la reprise a été tirée par les exportations nettes, l'arrêt du dégonflement des stocks et une relance budgétaire importante obtenue à l'aide de stabilisateurs automatiques ou de mesures budgétaires. À plus long terme, l'activité devrait se maintenir grâce aux exportations nettes, la demande intérieure quant à elle, en particulier grâce à l'investissement, commençant à faire davantage sentir ses effets en 2011. Néanmoins, la demande intérieure continuera à croître faiblement en raison de la poursuite de l'ajustement des bilans et du resserrement des conditions de financement. L'investissement pourrait repartir avec la hausse des commandes étrangères une fois que le taux d'utilisation des capacités, qui a atteint son niveau le plus bas jamais enregistré à la mi-2009, aura suffisamment remonté. Des taux de chômage élevés et une faible croissance des salaires freinent les dépenses de consommation. En conséquence, on prévoit que la croissance de la production dans la zone euro restera faible en 2010 et 2011, avec des taux de 0,9 % et 1,5 % respectivement. Avec une reprise aussi faible de l'activité, le taux de chômage devrait rester élevé pendant toute l'année 2011 sans toutefois augmenter notablement par rapport aux niveaux actuels.

14. Les budgets sont devenus très déficitaires depuis que la récession a commencé. Sur le plan de la politique macroéconomique, la plupart des pays européens devraient passer de la relance à l'assainissement des finances publiques en 2011, mais la crise budgétaire de la Grèce force les pays dont la situation budgétaire est perçue comme intenable à procéder immédiatement à l'assainissement de leurs finances publiques. Avec un déficit estimé à 13,6 % du PIB en 2009, et une dette publique de 115 % du PIB, la Grèce connaît une crise d'insolvabilité, qui a obligé son gouvernement à demander l'aide extérieure du Fonds monétaire international (FMI) en concertation avec l'Union européenne, non sans que cette crise ait préalablement propagé ses effets à d'autres pays. La vigilance accrue des marchés financiers et le déclassement des notes attribuées par les agences de notation ont fortement accru les écarts de rendement entre les obligations souveraines des pays au détriment du Portugal, de l'Irlande et de l'Espagne, qui ont déjà resserré leur politique budgétaire.

15. La plupart des nouveaux États membres de l'Union européenne ont vu leur activité économique se stabiliser au dernier trimestre de 2009. Le déclin généralisé de la production a toutefois été alarmant, en particulier dans les États baltes, qui ont connu une contraction à deux chiffres de leur PIB. À l'exception de ces pays peut-être, la production devrait repartir à la hausse dans la plupart des États membres de l'Union européenne en 2010. La reprise sera toutefois anémique, l'augmentation du PIB ne dépassant pas 1,7 % en 2010, après s'être contracté de 3,5 % en 2009. Bien que dans les premiers mois de 2010 la production industrielle soit manifestement repartie à la hausse dans plusieurs nouveaux États de l'Union européenne, la croissance pâtit de la faiblesse des dépenses privées, de l'hésitation des entreprises à investir et de la réticence des banques à prêter de l'argent. Une reprise tirée par les exportations est donc la seule option réaliste, d'autant plus que l'assainissement des finances publiques restreindra le choix des mesures de relance. Les politiques monétaires resteront toutefois accommodantes dans la mesure où les pressions inflationnistes sont faibles. Le chômage a atteint des niveaux alarmants dans les États baltes et continue d'augmenter dans les nouveaux États membres de l'Union

européenne, la hausse touchant en particulier les travailleurs faiblement qualifiés. Même si on peut penser que cette augmentation marquera désormais le pas, il faudra des années de croissance économique pour que les marchés du travail se rétablissent. En outre, le risque d'une récession à double creux causée, par exemple, par un retrait prématuré des mesures d'incitation monétaire ou un assainissement un peu trop poussé des finances publiques, ne peut être exclu. Le croissance devrait repartir pour atteindre 3,2 % en 2011, pour autant que la demande d'exportations et les prêts bancaires accordés au secteur réel de l'économie continuent de progresser.

B. Économies en transition

16. Le rythme de croissance de la Communauté d'États indépendants (CEI) a été très médiocre en 2009, ce qui a montré à quel point la région dépendait de la demande et des capitaux extérieurs. Grâce à l'amélioration progressive de l'économie mondiale et à la remontée des prix des produits de base, en particulier du pétrole et des métaux, par rapport aux niveaux de 2009, la CEI devrait atteindre un taux de croissance de 4,2 % en 2010 alors même que son économie s'était contractée de 6,9 % en 2009. Mais cette croissance pâtira de la faiblesse des investissements étrangers directs et des demandes d'exportations. Les pays à faible revenu de la région resteront également affectés par la baisse des rapatriements de fonds des travailleurs émigrés. Les effets conjugués de l'importance des capacités de production inutilisées, de la rareté des financements externes et de la persistance d'une faible demande extérieure devraient se traduire par une reprise très peu créatrice d'emplois. En conséquence, la demande intérieure restera faible et les banques continueront à restreindre l'octroi de crédits en dépit des efforts déployés par les autorités pour augmenter le volume des liquidités et stimuler la demande globale par une politique monétaire accommodante. Les pays bénéficieront des mesures anticrise, mais leur croissance devrait faiblir en 2011 lorsque ces mesures seront progressivement retirées. Alors que les pays riches en ressources bénéficient de la hausse du prix du pétrole, ceux qui sont pauvres en ressources, comme le Bélarus, l'Arménie, le Kirghizistan et l'Ukraine, devraient continuer d'être tributaires du soutien extérieur, que celui-ci prenne la forme d'accords de confirmation conclus avec le FMI ou d'entrées de capitaux en provenance de l'Union européenne. Dans l'ensemble, le risque de tensions sociales et de troubles politiques aggrave les incertitudes entourant les perspectives économiques de la région, en particulier dans les pays les plus pauvres d'Asie centrale.

17. Les performances économiques ont également été médiocres en Europe du Sud-Est. Le PIB de tous les pays, à l'exception de l'Albanie, a reculé en 2009 en raison de la baisse du volume des exportations, des prix des produits de base et des fonds rapatriés par les travailleurs émigrés, ainsi que du ralentissement soudain de l'expansion du crédit. La plupart des économies se sont cependant stabilisées au début de 2010, l'impact de la récession sur la sous-région étant finalement moins grave que ce qu'on avait craint à l'origine. Cela s'explique en partie par la rapidité de l'aide internationale apportée à la Bosnie-Herzégovine et à la Serbie, mais aussi par les politiques de relance adoptées en Albanie et en ex-République yougoslave de Macédoine. En effet, les pays de la sous-région ont réussi à éviter la faillite des grandes banques malgré un fort taux d'endettement, à maintenir l'ancrage officiel ou officieux de leur monnaie et à éviter les nationalisations massives d'entreprises. Dans l'ensemble, le PIB de l'Europe du Sud-Est devrait croître de 1,1 % en 2010,

et, si les conditions extérieures sont favorables, de 3 % en 2011. Toutefois, la reprise sera freinée par la faible croissance des exportations, l'insuffisance des investissements étrangers directs et l'aggravation de la trésorerie des entreprises du fait de leur difficulté à recouvrer leurs créances et à obtenir des prêts. L'augmentation du chômage et des prélèvements obligatoires vont également peser sur la consommation privée. On s'attend donc à ce que les gouvernements de la région poursuivent les politiques antirécession en 2010, même si, dans l'ensemble, les possibilités d'une intervention publique directe en faveur de la relance sont limitées. Les gouvernements vont donc s'efforcer de renouer avec la croissance en améliorant les conditions de l'activité commerciale et l'accès aux financements pour les entreprises, la faiblesse de l'inflation permettant de conserver des politiques monétaires accommodantes. Par contre, il est possible que la crise budgétaire de la Grèce ait des répercussions directes sur l'Albanie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et le Monténégro du fait de la réduction des exportations et des rapatriements de fonds.

C. Économies en développement

18. Avec 2,4 % de croissance en 2009, le PIB de l'Afrique a connu une hausse plus importante que prévu grâce à l'augmentation des exportations et des prix des produits de base, des mesures de relance budgétaire et fiscale, de la vitalité du secteur des télécommunications et de la reprise de la production et des investissements. Dans l'ensemble, la croissance devrait s'accélérer et atteindre 4,7 % en 2010 et 5,3 % en 2011, en demeurant toutefois à des niveaux inférieurs à ceux que la région a connus avant la crise, même si les prévisions varient en fonction des pays. Dans la plupart des pays, la reprise ne suffira pas à permettre une réelle amélioration des conditions sociales. En Afrique du Nord, la relance s'appuie sur une demande intérieure solide et un redémarrage de la production. En Afrique australe, l'économie de l'Afrique du Sud monte en puissance; elle a enregistré une forte croissance à la fin 2009 grâce aux améliorations apportées aux secteurs primaire, secondaire et tertiaire. En 2010, la coupe du monde de la Fédération internationale de football association (FIFA) devrait relancer le tourisme et permettre de compenser partiellement la faiblesse des dépenses de consommation des ménages, qui devraient augmenter en 2011. Le nouvel essor des industries extractives bénéficiera également à la sous-région. En Afrique centrale, la production pétrolière devrait continuer à décliner, mais l'augmentation des prix du pétrole devrait gonfler les recettes budgétaires et permettre aux gouvernements d'investir davantage dans les infrastructures publiques. En Afrique de l'Ouest, les bons résultats du secteur agricole ont atténué l'impact de la crise. On prévoit de bons résultats dans les secteurs des télécommunications et du bâtiment, et les secteurs des mines d'or au Ghana et des hydrocarbures en Côte d'Ivoire et au Nigéria devraient poursuivre leur expansion. Plusieurs pays d'Afrique de l'Est afficheront des performances économiques parmi les meilleures de la région grâce à une solide croissance des secteurs du bâtiment, de l'extraction minière et des services. Le secteur agricole devrait se remettre de la sécheresse de 2009 et le tourisme devrait reprendre. Des blocages structurels, comme le mauvais état des infrastructures énergétiques et de transport, pèseront toutefois sur l'accélération de la croissance si rien n'est fait pour y remédier. D'autres indicateurs macroéconomiques clefs dressent un tableau contrasté de l'Afrique. Bien que l'inflation s'atténue, les niveaux élevés du chômage et de l'emploi précaire restent

inquiétants. D'un point de vue structurel, les risques de dégradation de la situation tiennent à la dépendance à l'égard des produits de base et des conditions climatiques; une détérioration inattendue de la situation politique et des conditions de sécurité, en particulier dans les pays qui organisent des élections en 2010, assombrirait les perspectives de croissance.

19. Après un ralentissement sévère de l'activité à la fin 2008 et au début 2009, les économies de l'Asie de l'Est ont connu une croissance forte l'année passée et les perspectives pour 2010 et 2011 sont favorables à condition que la production industrielle et les exportations continuent leur expansion et que, dans le même temps, l'amélioration des conditions du marché de l'emploi soutienne la demande des marchés. Dans le sillage de la forte croissance de la Chine, le PIB de la région devrait croître de 7,3 % en 2010, après avoir connu une croissance de 4,7 % en 2009. On prévoit qu'en 2011 la croissance se ralentira à 6,9 % car la reprise de la demande extérieure ne compensera qu'en partie le retrait progressif des mesures de relance monétaire et budgétaire. La reprise dans la région n'est pas seulement plus rapide que prévu, mais aussi remarquablement diversifiée et bien équilibrée. Dans la plupart des pays, la forte croissance des exportations au deuxième trimestre de 2009 s'est accompagnée d'une reprise de l'investissement productif. Dans le même temps, la demande des ménages est demeurée relativement solide, et l'investissement public et les dépenses de consommation ont fortement augmenté. Les disparités de croissance au sein de la région vont nettement se résorber en 2010. La Chine sera à nouveau l'économie de la région qui connaîtra la croissance la plus forte au cours des deux prochaines années, avec un PIB qui devrait augmenter de 9,2 % en 2010 et de 8,8 % en 2011. Toutefois, la croissance devrait quelque peu ralentir en 2010 en raison principalement du ralentissement de l'expansion du crédit. La forte reprise économique, ainsi que les interventions directes et indirectes des gouvernements en faveur de l'emploi, ont permis au marché du travail de se redresser durablement. Dans certains pays d'Asie de l'Est, les taux de chômage sont à présent proches, voire en-dessous, des niveaux d'avant la crise, et devraient encore baisser en 2010. Les prix à la consommation sont quelque peu repartis à la hausse à la mi-2009 en raison de la reprise économique et de l'augmentation du prix des produits de base. Dans la plupart des pays, cette inflation ne devrait toutefois pas s'accroître fortement en raison d'une faible pression des coûts salariaux, de la persistance de certains écarts de production, du durcissement des politiques monétaires et d'une faible hausse des prix à l'importation due pour partie à l'appréciation des devises. Compte tenu de la faiblesse de l'inflation et des risques qui continuent de peser sur l'économie mondiale, c'est le marché monétaire qui continuera de soutenir la croissance, même si les banques centrales imposeront peu à peu des conditions plus restrictives dans le courant de 2010 et en 2011.

20. L'activité économique de l'Asie du Sud est aussi devenue plus dynamique depuis la mi-2009 grâce à des mesures de relance budgétaire et un redressement progressif de la demande du secteur privé. La croissance s'est accélérée en Inde et à Sri Lanka, mais les conditions économiques sont restées relativement médiocres en République islamique d'Iran et au Pakistan. La croissance du PIB s'est ralentie pour passer de 6,5 % en 2008 à 5,1 % en 2009. Dans l'ensemble, l'Asie du Sud a mieux résisté au ralentissement de l'activité économique mondiale que d'autres régions en développement. Cela s'explique par un degré moindre d'intégration aux marchés financiers mondiaux, une dépendance plus faible envers les exportations de produits manufacturés, une demande intérieure solide, des politiques monétaires et

budgétaires anticycliques et d'importantes entrées de fonds rapatriés par les travailleurs émigrés, en particulier au Bangladesh, au Népal, au Pakistan et à Sri Lanka. Avec la poursuite de la hausse des exportations et l'amélioration de la situation intérieure de la plupart des pays, la croissance moyenne devrait s'accélérer pour atteindre 6,5 % en 2010 et 6,9 % en 2011. La reprise est tirée par l'Inde, dont la croissance s'est accélérée pour atteindre 7 % au second semestre de 2009 grâce à l'expansion rapide du secteur manufacturier et des services. La reprise des exportations et le renforcement des investissements et de la consommation devraient porter la croissance de l'Inde à 7,9 % en 2010 et 8,1 % en 2011. La situation des marchés du travail en Asie du Sud s'est détériorée en 2009, avec une hausse des taux de chômage et de la proportion de travailleurs occupant des emplois précaires. Ces tendances négatives devraient s'infléchir en partie en 2010 et 2011. Même si le taux d'inflation moyen devrait se maintenir en 2010, les pressions restent élevées dans la plupart des pays, en particulier sur les produits alimentaires et les services d'utilité publique. La Banque de réserve indienne a déjà réorienté ses priorités, qui sont passées de l'appui au processus de relance à la maîtrise de la hausse des prix.

21. Après s'être contractée de 1 % en 2009, la croissance régionale en Afrique de l'Ouest devrait s'établir à 4,2 % en 2010 et 4 % en 2011. Les pays exportateurs de pétrole continuent de profiter de la hausse des prix du pétrole, ce qui leur permettra de mener des politiques budgétaires expansionnistes et donc de soutenir la consommation privée. En Arabie saoudite, par exemple, la croissance du PIB devrait atteindre 3,4 % en 2010 après avoir chuté à 0,2 % en 2009. L'amélioration de la situation économique mondiale devrait tirer vers le haut les pays non exportateurs de pétrole de la région. Le PIB de la Turquie devrait croître de 3,5 % en 2010 alors qu'il s'était contracté de 4,7 % en 2009. Outre les effets de base, c'est la baisse des taux d'intérêt, l'amélioration des conditions de crédit et la politique budgétaire expansionniste qui soutiennent la reprise. Les taux de croissance sont également repartis à la hausse au Liban et en Israël. La hausse des taux de croissance des pays qui n'exportent pas de pétrole devrait se poursuivre en 2011 si la demande extérieure continue de progresser comme prévu initialement. L'emploi devrait connaître une légère amélioration, tout comme les soldes budgétaires, qui devraient bénéficier de la hausse des prix du pétrole (pour les pays exportateurs), de l'amélioration de l'activité économique et de l'assainissement des finances publiques.

22. L'activité économique en Amérique latine et dans les Caraïbes a aussi connu une reprise plus forte que prévu. Le PIB de la région devrait croître de 4 % en 2010 et 3,9 % en 2011, alors qu'il s'était contracté de 2,1 % en 2009. Plusieurs économies d'Amérique du Sud ont subi une récession modérée en 2009, mais l'activité est fortement repartie au dernier trimestre de 2009 grâce à la hausse des prix des produits de base et à une demande d'exportations plus forte. L'économie brésilienne devrait croître de 5,8 % en 2010 en raison d'une demande intérieure solide. Malgré la récente envolée des prix du pétrole, la reprise économique en République bolivarienne du Venezuela restera atone à cause des pénuries d'électricité qui affectent la production (y compris dans le secteur pétrolier) et de la demande privée qui reste faible. Au Mexique, en Amérique centrale et dans les Caraïbes, l'activité économique ne devrait repartir que modestement en raison de la faible hausse des demandes d'importation en provenance des États-Unis, de la diminution du nombre de touristes et de la faiblesse persistante de la demande de consommation privée. L'économie mexicaine, qui s'était nettement contractée en 2009, devrait croître de

3,5 % en 2010 mais ne retrouvera pas son taux de croissance d'avant la crise avant 2012. On prévoit que la plupart des pays de la région maintiennent l'orientation de leur politique monétaire jusqu'au deuxième semestre de 2010 car l'inflation devrait être sous contrôle pendant cette année. La forte hausse des déficits budgétaires en 2009 impose des contraintes qui limitent encore davantage les possibilités de relance budgétaire de nombreux pays. Toutefois, avec un taux de chômage qui se maintient à un niveau élevé et un nombre de plus en plus important d'emplois précaires, la reprise économique doit gagner en dynamisme. Pour y parvenir, plusieurs pays devront renforcer leurs mesures de relance budgétaire, en particulier en Amérique centrale et dans les Caraïbes.

III. L'environnement économique international pour les pays en développement

23. L'environnement économique international commence à devenir plus favorable aux pays en développement. Les apports de capitaux ont repris, les coûts du financement externe sont en baisse, les prix des produits de base remontent et les échanges commerciaux repartent. Ces progrès ne bénéficient toutefois pas également à tous les pays en développement. Si la hausse des prix des produits de base profite à certains d'entre eux, elle entraîne une dégradation des termes de l'échange et un creusement du déficit commercial pour d'autres. De la même manière, on s'attend à ce que l'accès aux apports de capitaux continue à se restreindre pour bon nombre d'entre eux, tandis que l'aide publique au développement versée reste en deçà des engagements pris dans le cadre du partenariat mondial pour le développement.

A. Prix des produits de base

24. En 2009, les prix des produits de base ont fortement baissé. Les indices des prix des matières premières agricoles, des minéraux, des minerais, des métaux et des cultures vivrières de base ont diminué de plus de 20 % en raison de la faiblesse de la demande mondiale, et les cours du pétrole ont chuté de plus de 35 %. Ces tendances se sont toutefois inversées à partir de la seconde moitié de 2009. S'il est certain que les cours resteront bien en deçà du niveau record qu'ils ont atteint à la mi-2008, l'augmentation profitera néanmoins aux exportateurs nets de ces produits. Les prix des minéraux, des minerais et des métaux devraient progresser de plus de 40 %, grâce à la Chine, en particulier, dont la croissance robuste maintient la demande mondiale de ces produits de base.

25. En 2010, le baril de Brent devrait atteindre les 72 dollars en moyenne, soit une augmentation de 16 % par rapport à son prix moyen de 2009. La demande de pétrole devrait augmenter de 1,5 % en 2010, en raison principalement d'une hausse modérée de la demande émanant des grands pays en développement, notamment la Chine et l'Inde. On prévoit en revanche une baisse de 3,4 % en moyenne des prix des denrées alimentaires en 2010.

B. Flux commerciaux et termes de l'échange

26. Les échanges commerciaux mondiaux poursuivent leur remontée grâce au redressement de la production destinée à l'exportation en Asie de l'Est et dans d'autres régions en développement. La faiblesse de la demande globale et les coûts relativement élevés du financement des transactions commerciales continuent toutefois de limiter la reprise. Au cours des deux premiers mois de 2010, le volume du commerce mondial dépassait de 13 % le volume enregistré à la même période en 2009, mais restait inférieur de 9 % à celui de 2008. D'après les prévisions, le commerce mondial, après avoir accusé une baisse de 13,1 % en 2009, devrait progresser de 7,6 % en 2010; cette tendance à la hausse devrait se maintenir en 2011, avec une augmentation de 5,9 % du volume des échanges (voir annexe tableau A.1).

27. Dans les économies développées, et en particulier en Europe, la progression des échanges commerciaux reste modérée, la demande finale ne repartant que lentement. Après le repli sans précédent provoqué par la faillite de la banque Lehman Brothers, les exportations japonaises sont remontées en flèche : tiré par la forte demande émanant de l'Asie de l'Est, le taux de croissance en glissement annuel des exportations japonaises s'est accéléré pour atteindre environ 36 % au cours des deux premiers mois de 2010; par comparaison, les États-Unis et l'Europe ont vu leurs exportations augmenter de 15 % et 7 % respectivement. L'amélioration est toutefois relative car les chiffres sont calculés par rapport aux mauvais résultats enregistrés début 2009; dans tous les pays développés, le volume des échanges demeure largement inférieur à celui d'avant la crise.

28. En Asie de l'Est, en revanche, le volume des échanges a quasiment retrouvé son niveau d'avant la crise. Les échanges commerciaux entre les pays d'Asie se sont renforcés grâce à la forte reprise de la production industrielle dans les chaînes de valeur régionales et à la demande correspondante de biens intermédiaires, qui ont été soutenues par d'importantes mesures de stimulation. Les gigantesques projets de développement entrepris par la Chine dans les secteurs des infrastructures et de la construction gonfleront les recettes d'exportation des pays exportateurs de minéraux et de pétrole d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie occidentale. Les recettes d'exportation du Pérou, par exemple, ont été multipliées par 2,4 en glissement annuel au cours du quatrième trimestre de 2009, ses exportations vers la Chine ayant plus que quadruplé pendant cette période. Dans le même temps, les pays à faible revenu importateurs d'énergie ont vu leurs termes de l'échange décliner au cours de l'année 2009, ce qui a annulé les gains précédemment enregistrés. En outre, leurs dépenses d'importation risquant d'augmenter plus rapidement que leurs recettes d'exportation en 2010 et 2011, on s'attend à une nouvelle aggravation du déficit commercial de ces pays.

C. Finances internationales

29. Après avoir brutalement chuté à la fin de 2008 et au début de 2009, les flux de capitaux privés nets à destination des pays émergents ont amorcé une remontée. Ils s'élevaient à environ 500 milliards de dollars en 2009, ce qui reste très en-deçà de leur niveau record de 2007, où ils avaient atteint 1,2 billion de dollars. Si les apports d'investissements étrangers directs ont diminué d'environ 30 % en 2009, les placements de portefeuille ont enregistré une forte reprise, avoisinant un montant de 100 milliards de dollars après avoir été négatifs en 2008. Les banques commerciales

étrangères ont également enregistré des sorties nettes en 2009. Pour 2010, on s'attend à ce que les flux nets de capitaux privés à destination de ce groupe de pays remontent d'environ 30 % pour dépasser les 700 milliards de dollars, mais leur croissance subira un ralentissement marqué en 2010.

30. La solide croissance que connaissent un certain nombre de pays émergents explique le redémarrage des apports de capitaux privés. Il est toutefois peu probable que les flux de capitaux retrouvent rapidement leur niveau d'avant la crise. Du côté de l'offre, le processus de désendettement d'un grand nombre d'institutions financières dans les pays développés, qui est encore en cours, risque de limiter les flux de capitaux vers les pays en développement. Par ailleurs, vu l'ampleur des liquidités disponibles dans de nombreux pays émergents, la demande d'apports de capitaux étrangers risque de ne pas être très forte.

31. Parallèlement, la reprise vigoureuse des marchés des actions dans les pays émergents, amorcée au début de 2009, a fait craindre la formation de nouvelles bulles spéculatives. Afin d'atténuer les répercussions des mouvements de capitaux privés spéculatifs qui suivent l'évolution de la conjoncture, plusieurs pays en développement ont adopté des mesures de contrôle des mouvements de capitaux. Faute de progrès dans la mise en place de réformes des règlements financiers coordonnées à l'échelle internationale, d'autres pays pourraient décider de se doter de ce type de mesures de contrôle.

32. Après avoir fortement augmenté pendant la crise financière mondiale, les coûts du financement extérieur pour les pays en développement sont retombés à leur niveau d'avant la crise, comme le montre l'indice des obligations sur les marchés émergents.

D. Aide publique au développement

33. L'aide publique au développement a légèrement augmenté en valeur réelle, pour atteindre 119,6 milliards de dollars en 2009³. Elle ne représentait néanmoins que 0,31 % du revenu national brut global des donateurs, ce qui est inférieur aux niveaux historiques qu'elle avait atteints tout au long des années 80, et reste très en deçà des quelque 150 milliards de dollars (en dollars courants) que les 22 membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'étaient engagés à verser en 2010 au titre de l'aide. D'après les projections actuelles du Comité, les flux d'aide pourraient augmenter pour s'établir à environ 130 milliards de dollars en 2010, soit près de 20 milliards de moins que le montant convenu au Sommet du G-8 tenu en 2005 à Gleneagles. L'Afrique recevrait ainsi 14 milliards de dollars de moins que ce qui était prévu dans les engagements.

34. Du point de vue des pays bénéficiaires, un manque à gagner de cette envergure a de grandes répercussions, en particulier dans les pays où l'aide publique au développement représente une part importante des recettes publiques. L'impact de la crise mondiale sur ces pays rend ce manque à gagner encore plus problématique. Une étude réalisée récemment par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU a révélé que la récession de 2009 et la lenteur de la

³ D'après les données du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

reprise entraveraient considérablement les efforts consentis par certains pays à faible revenu d'Amérique latine (Bolivie, Honduras et Nicaragua) pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement ayant trait à l'achèvement du cycle d'enseignement primaire, à la mortalité infantile et maternelle et à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement⁴. Par rapport au scénario d'avant la crise, les gouvernements de ces pays devraient donc affecter un montant supplémentaire compris entre 1,5 et 3,5 % du produit intérieur brut par année à l'éducation, à la santé et aux services de base entre 2010 et 2015 pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Étant donné leurs contraintes de financement à court terme et le niveau encore élevé de l'endettement public, l'étude conclut que ces pays auront du mal à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et à jeter les bases d'une croissance plus solide dans l'avenir s'ils ne reçoivent pas une aide publique au développement supplémentaire. Selon les résultats d'une analyse semblable concernant plus généralement davantage de pays à faible revenu et pauvres en ressources, il sera nécessaire, au vu de la situation, de garantir des flux d'aide importants pour appuyer les politiques nationales visant à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement⁵.

E. Taux de change et réserves

35. Au cours de la crise financière mondiale et de la récession qui l'a accompagnée, les principaux taux de change ont subi d'importantes fluctuations du fait de l'alternance des forces concurrentes du risque et des rendements relatifs escomptés. Les fluctuations du dollar des États-Unis par rapport à l'euro sont moins prononcées depuis 2008, mais la volatilité demeure importante. Très récemment, le dollar s'est de nouveau apprécié face à l'euro, ce dernier ayant baissé sous l'effet de la crise de la dette, qui s'est produite en Grèce et des crises menaçant d'autres pays. La situation a également mis au jour les faiblesses institutionnelles de l'union monétaire européenne, notamment l'absence d'un mécanisme de prêteur en dernier ressort qui aurait permis de réagir plus rapidement à la crise grecque.

36. Par ailleurs, malgré des perspectives économiques peu encourageantes au Japon, la volatilité du taux de change dollar-yen est moins marquée depuis 2008. Ce phénomène s'explique par le rôle central que joue le yen dans la technique financière de « carry-trade » employée sur le marché des changes, qui a contribué à maintenir la valeur de la monnaie japonaise.

37. Les réserves de devises mondiales ont continué d'augmenter. Elles ont gagné environ 1 billion de dollars en 2009, pour s'établir à 7,7 billions de dollars. Cette progression a eu lieu essentiellement dans les pays en développement et les pays en transition. La Chine détient à elle seule un tiers de ces réserves, mais c'est en Amérique latine, notamment au Mexique et au Brésil, que l'augmentation des réserves en pourcentage a été la plus importante. La Fédération de Russie a également gonflé ses réserves de 38 milliards de dollars en 2009, même si elle a dû y puiser largement dans les premiers mois pour éviter une crise du rouble.

⁴ Voir Rob Vos et Marco V. Sánchez, « Impact of the global crisis on the achievement of the MDGs in Latin America », document de travail du Département des affaires économiques et sociales n° 74 (juin 2009, révisé en mai 2010), disponible à l'adresse www.un.org/en/development/desa/papers/2009/wp74_2009.pdf.

⁵ Voir *supra*, note 1, FMI et Banque mondiale, *Global Monitoring Report 2010*, p. 109 à 111.

38. L'un des principaux facteurs de l'accumulation des réserves dans les pays en développement et les pays en transition est la relance des flux de capitaux à destination de ces pays. Plusieurs pays utilisent ces réserves supplémentaires pour intervenir sur les marchés des changes et contrebalancer ainsi les pressions tendant à entraîner une appréciation des taux de change. La forte augmentation des réserves peut également s'expliquer par les enseignements tirés des crises financières de la décennie écoulée, à savoir que les pays dotés d'importantes réserves de change semblaient être mieux armés pour résister aux chocs externes. Toutefois, cette forme d'auto-assurance revient très cher aux pays en développement, car les milliers de milliards de dollars détenus en réserves et servant à financer les déficits des grands pays développés pourraient être utilisés aux fins du développement de leur propre économie. Par ailleurs, il semble paradoxal que les pays continuent d'accumuler des réserves aux fins d'auto-assurance en dépit de l'augmentation considérable des ressources du FMI destinées à répondre aux besoins de financement des États membres en cas de choc externe. On voit donc bien à quel point il importe de faire avancer les réformes du système mondial de réserves.

IV. Risques et incertitudes

39. Bien que l'économie mondiale se remette petit à petit de cette grande récession, les perspectives sont assombries par un certain nombre d'incertitudes et de risques, notamment l'endettement croissant du secteur public dans les grandes économies et la réapparition des déséquilibres mondiaux, liés au chemin qu'emprunte actuellement la reprise.

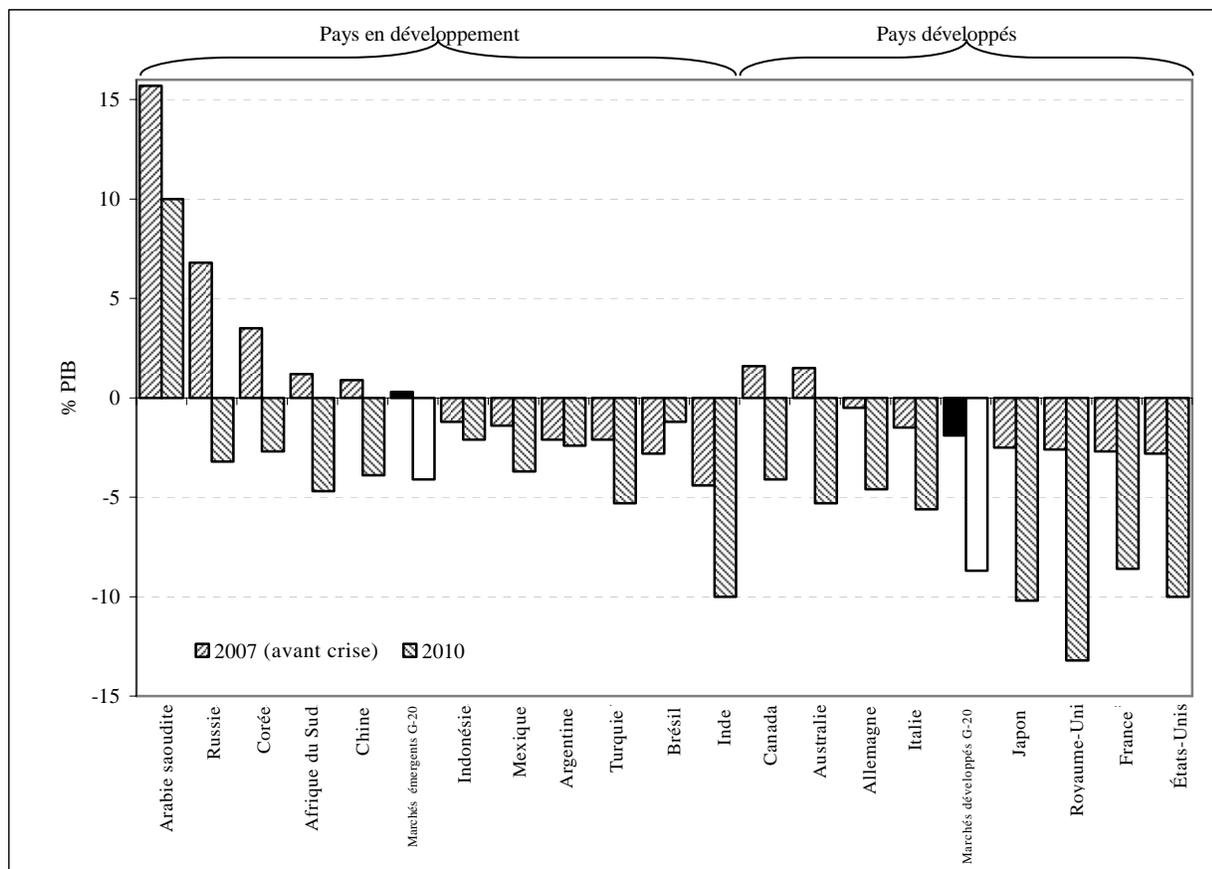
A. Hausse des déficits publics et de l'endettement

40. Pour faire face à la crise économique et financière, un grand nombre de pays ont mis en place des plans de relance budgétaire destinés à soutenir la demande globale. Si ces plans ont largement contribué à stabiliser l'économie des pays en 2009, leur contribution à la reprise économique a été inégale, en raison notamment de grandes différences entre les pays dans la teneur et l'envergure des plans de relance ainsi que dans leur calendrier de mise en œuvre. Bien qu'il soit difficile de généraliser, on peut dire, d'une manière générale, que les plans de grande envergure (par rapport à la taille de l'économie) mis en place rapidement, tels ceux de plusieurs grands pays en développement, ont accéléré la reprise.

41. Les mesures budgétaires discrétionnaires ont certes contribué à creuser les déficits budgétaires (voir figure II ci-dessous), mais le principal responsable à cet égard est l'impact direct de la récession (du fait de la baisse des recettes fiscales et de l'augmentation des indemnités de chômage à verser). Selon les estimations du FMI, dans les pays développés et les pays en développement membres du G-20, les plans de relance comptent respectivement pour environ 40 % et 30 % de l'augmentation des soldes primaires structurels.

Figure II
Équilibre budgétaire global des pays du G-20

(En pourcentage du PIB)

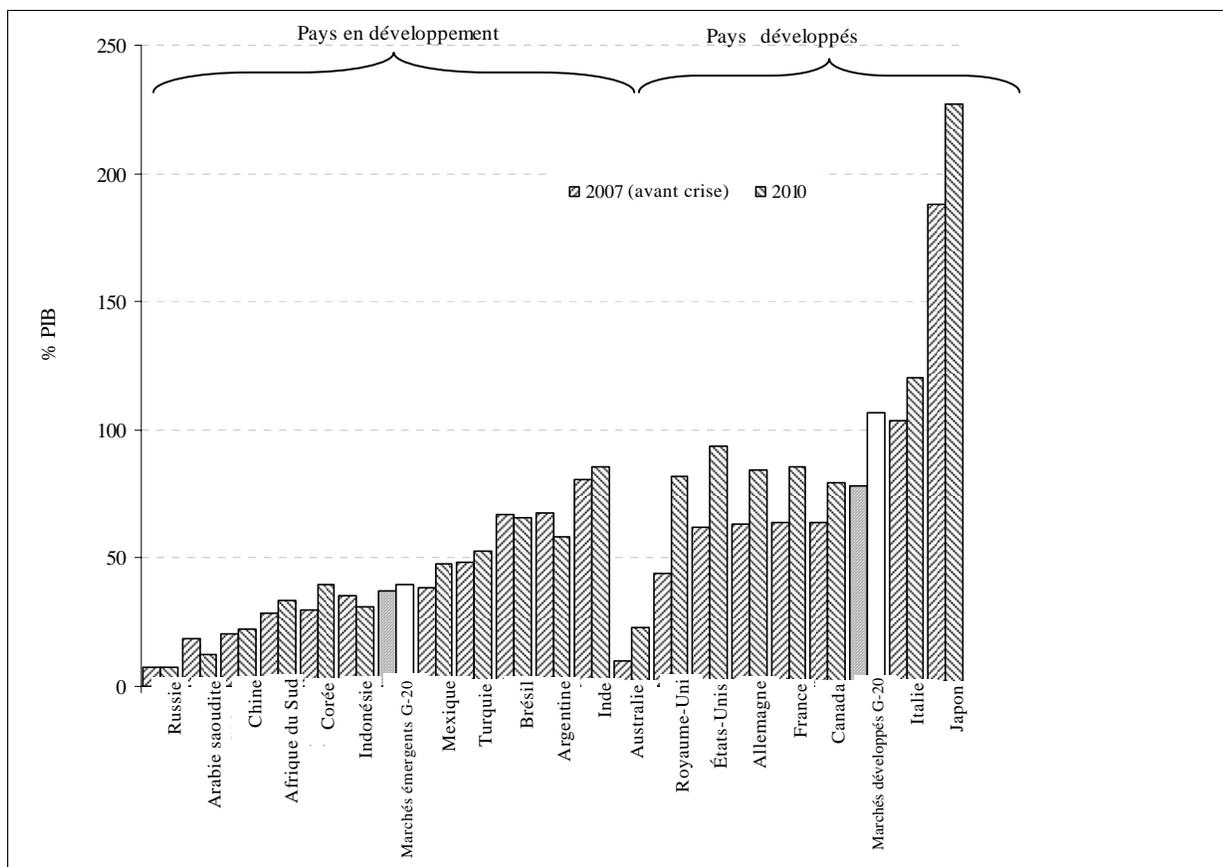


Source : FMI (2009), « The state of public finances cross-country fiscal monitor: November 2009 », IMF Staff position note SPN/09/25 (Washington, 3 novembre 2009).

42. La dette publique est elle aussi montée en flèche, en particulier dans les pays développés (voir figure III ci-dessous). La perception d'un risque accru de défaut de paiement des dettes souveraines a été récemment mise en lumière par les difficultés de plusieurs petits pays européens, notamment la Grèce et le Portugal, mais les préoccupations vont au-delà et s'étendent à des pays de plus grande taille comme l'Espagne. En outre, ces pays faisant partie de la zone euro, les problèmes qu'ils ont rencontrés se sont propagés aux marchés des changes et aux marchés financiers du monde entier.

Figure III
Dette publique des pays du G20

(En pourcentage du PIB)



Source : FMI (2009), « The state of public finances cross-country fiscal monitor: November 2009 », IMF Staff position note SPN/09/25 (Washington, 3 novembre 2009).

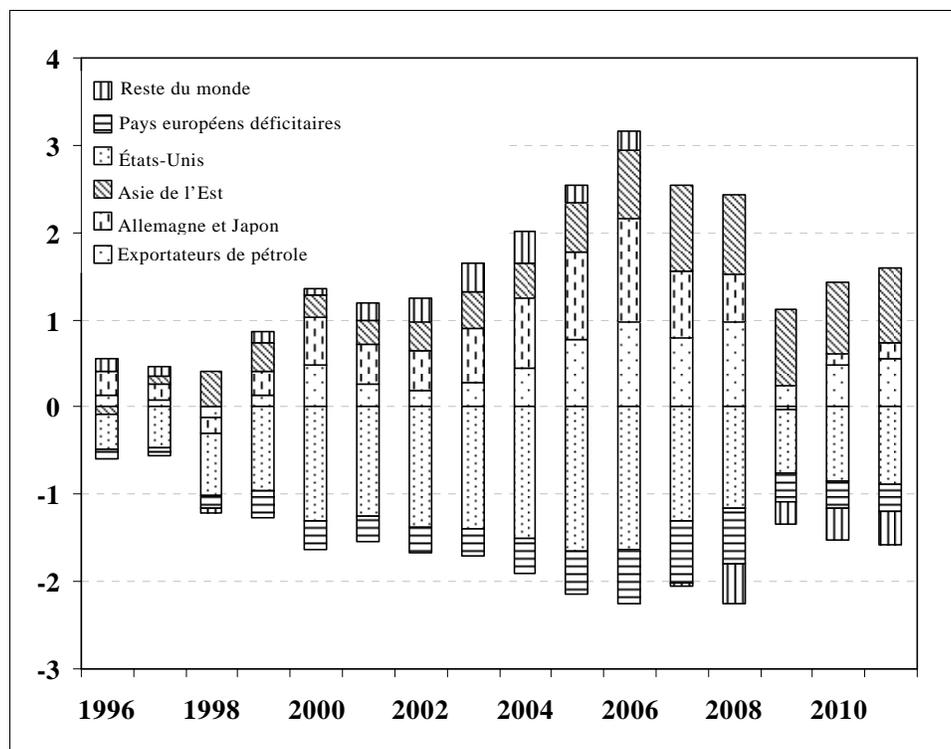
43. Les pays concernés ont déjà programmé des réductions budgétaires drastiques pour assainir la situation. La disparition de l'appui budgétaire aura pour effet de prolonger la récession dans ces pays tout au long de 2010 et probablement au-delà, ce qui compliquera encore le rétablissement des finances publiques. On voit bien, dès lors, combien il est difficile de garantir un appui suffisant pour permettre la reprise tout en évitant les graves problèmes associés à l'endettement. Comme il est dit dans le document intitulé *Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2010* (www.un.org/esa/policy/wess/wesp.html), si l'on procédait à l'assainissement des finances publiques à ce stade de la reprise, c'est-à-dire trop tôt, on risquerait de provoquer un fléchissement de la croissance et des recettes fiscales, ce qui pourrait aggraver les difficultés budgétaires et faire augmenter encore le ratio de la dette publique. Il demeure essentiel pour la plupart des pays de maintenir des mesures de relance budgétaire jusqu'à ce que la reprise soit bien assise.

B. Déséquilibres mondiaux

44. Avec la crise, en 2009, les déséquilibres mondiaux se sont sensiblement réduits (voir fig. IV ci-dessous). L'important déficit extérieur des États-Unis est passé de 700 milliards de dollars en 2008 à environ 420 milliards de dollars en 2009, soit près de 3 % du PIB, baisse à laquelle a fait écho une réduction des surplus d'épargne en Allemagne, en Chine, au Japon et dans un groupe de pays exportateurs de pétrole. Cette évolution est une conséquence directe de la récession, reflétant un fléchissement important des importations des pays déficitaires et l'effondrement des exportations des pays excédentaires, en particulier au début de 2009. Aux États-Unis, la baisse de la demande d'importation a été étroitement liée à une réduction de la consommation des ménages et à une chute brutale de l'investissement résidentiel et de l'investissement commercial. Le taux d'épargne des ménages est passé de 1,7 % du revenu disponible en 2007 à 4,2 % en 2009⁶. L'épargne publique, en revanche, a reculé et le déficit budgétaire s'est creusé, passant de 1,2 % du PIB en 2007 à 9,9 % en 2009. Les modifications de la balance épargne-investissement dans les grandes économies excédentaires varient selon les pays, mais la tendance à la baisse de l'épargne publique a été générale. Dans les pays excédentaires qui sont entrés en récession, comme l'Allemagne ou le Japon, la baisse des recettes fiscales et l'augmentation des dépenses publiques causée par les plans de relance ont largement contribué à la baisse du surplus d'épargne global. Le repli de la demande d'investissement en Allemagne et au Japon n'a que partiellement contrarié cette tendance. En Chine, en revanche, le plan de relance budgétaire et la forte augmentation de la demande d'investissement sont les principaux facteurs de la réduction du surplus d'épargne en 2009. La consommation chinoise a par ailleurs nettement progressé, bien qu'elle reste extrêmement basse comparée à la consommation totale des autres grandes économies par rapport au PIB.

⁶ L'épargne des particuliers aux États-Unis est passée de 1,3 % du PIB en 2007 à 3,3 % en 2009.

Figure IV
Déséquilibres mondiaux, 1996-2011 (comptes des opérations courantes en pourcentage du produit brut mondial)



Source : Département des affaires économiques et sociales, sur la base du document intitulé *Situation et perspectives de l'économie mondiale*, mis à jour à la mi-mai 2010, et de la base de données du FMI intitulée *Perspectives de l'économie mondiale* (avril 2010).

45. Cela étant, si la reprise continue d'emprunter la même voie à l'avenir, les déséquilibres mondiaux pourraient de nouveau se creuser. Le déficit budgétaire des États-Unis devrait rester élevé pendant un certain temps et il est probable qu'il ne diminue que lentement en pourcentage du PIB. Dans le même temps, les surplus d'épargne générés par le secteur privé aux États-Unis ne devraient pas suffire à financer les déficits publics, ce qui signifie que l'économie continuera de dépendre des emprunts extérieurs. À mesure que la reprise se concrétisera, que la confiance des entreprises progressera et que les écarts de production combleront, la demande d'investissement privé s'accélérera probablement, dépassant la croissance de l'épargne privée. Par conséquent, même si la reprise permet un rééquilibrage progressif de la demande publique et de la demande privée au profit de cette dernière, le déficit extérieur des États-Unis risque de s'alourdir encore à moyen terme. En Europe, la reprise pourrait être l'occasion d'un rééquilibrage de ce type, pour autant qu'elle entraîne l'abandon progressif des plans de relance budgétaire et relance la consommation privée et la demande d'investissement à partir de 2011. Il faudrait que cette évolution en Europe et aux États-Unis s'accompagne d'une augmentation des excédents dans d'autres régions. Dans les principaux pays excédentaires, le schéma épargne-investissement n'a pas fondamentalement changé.

Quoi qu'il en soit, la reprise favorisera la remontée des prix du pétrole et générera par conséquent des surplus d'épargne dans les principaux pays exportateurs de pétrole. La plupart des pays d'Asie s'acheminent de nouveau vers une croissance tirée par les exportations. La Chine adopte actuellement des mesures visant à rééquilibrer la croissance au profit de la demande intérieure, notamment en stimulant la consommation des ménages, mais, étant donné la taille de son économie, la modification structurelle des moteurs de base de la croissance sera un processus de longue haleine. À court terme, les excédents extérieurs de la Chine pourraient encore augmenter, en particulier du fait que les revenus d'investissements nets que le pays tire de ses actifs étrangers représentent une part de plus en plus importante de ses recettes en devise.

46. L'annexe II au présent rapport illustre présente la configuration que pourraient prendre les déséquilibres mondiaux au-delà des prévisions de référence de 2011 si la reprise mondiale se poursuit au même rythme lent. Les résultats sont issus des simulations faites à l'aide de l'outil de modélisation des politiques mondiales élaboré par l'ONU (www.un.org/esa/policy/publications/ungpm.html) à partir des hypothèses formulées ci-dessus. S'il n'est pas du tout certain qu'un tel scénario se concrétise, il montre bien les risques que comporte une reprise économique manquant de coordination. Le ratio de la dette publique en Europe et aux États-Unis continuerait de croître à moyen terme et l'engagement extérieur des États-Unis, qui est déjà important, grimperait encore, ce qui ferait augmenter le coût de l'emprunt dans les pays déficitaires et rendrait plus probable l'explosion de la volatilité des taux de change. Les fondamentaux jouent en faveur d'un dollar bien plus bas, qui permettrait de renforcer la croissance des exportations. Toutefois, un dollar fort, associé au surendettement public élevé et persistant des pays d'Europe et des États-Unis, ferait croître sensiblement les risques d'un ajustement désordonné et d'une volatilité des marchés des changes et des marchés financiers en général. Pour écarter ces risques et mettre l'économie mondiale sur la voie d'une reprise plus viable, il est nécessaire de renforcer considérablement la coordination des politiques macroéconomiques.

V. Défis pour l'action gouvernementale

47. Dès le début de la crise, l'appui des gouvernements a contribué à stabiliser progressivement les marchés financiers mondiaux. D'importants plans de relance budgétaires ont été adoptés, les banques centrales ont baissé sensiblement leurs taux directeurs, et toute une gamme de mesures monétaires originales ont été prises. Grâce à l'amélioration des conditions des marchés financiers et à l'affermissement des signes d'une reprise progressive, la plupart des mesures à court terme relatives aux liquidités ont été abandonnées à la fin du premier trimestre 2010, tandis que les banques centrales ont conservé à leur bilan la majeure partie des titres à long terme qu'elles avaient acquis.

48. Les autorités de la plupart des grands pays développés devraient maintenir les mesures appliquées actuellement tout au long de 2010, avant d'amorcer un durcissement. En 2010, les banques centrales ne devraient pas réduire les portefeuilles de titres à long terme qu'elles ont acquis pendant la crise, ce qui maintiendra les taux d'intérêt à long terme à un niveau relativement bas. Parallèlement, on ne touchera pas aux mesures de stimulation budgétaire en 2010,

bien qu'on s'attende à ce que nombre de pays commencent à prendre des mesures d'assainissement budgétaire en 2011.

49. Le caractère timide et inégal de la reprise de l'économie mondiale pose des problèmes supplémentaires en matière d'action gouvernementale. Tout d'abord, il faut remédier de toute urgence à la crise de l'emploi, car la persistance et l'ampleur du chômage et du sous-emploi ralentissent la reprise mondiale en tant que telle et empêchent de progresser vers la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. Le redressement de la demande dépend encore largement du soutien apporté par les gouvernements. Dans la plupart des pays, ces mesures de soutien devront être maintenues tout au long de 2010, voire en 2011. Afin d'accélérer la reprise sur les marchés de l'emploi, les mesures prises pour stimuler la demande devront viser bien davantage à encourager la création d'emplois productifs. La croissance de l'emploi s'avérera également déterminante pour contrer la tendance au creusement des déficits budgétaires en freinant la chute des recettes fiscales et rendant moins nécessaires les dépenses de protection sociale. Il faudra donc coordonner étroitement les stratégies de sortie devant permettre d'abandonner les mesures de relance extraordinaires avec les politiques du marché du travail.

50. En outre, il faut mobiliser davantage de ressources et redoubler d'efforts pour rattraper l'important retard accumulé dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Les pays à faible revenu disposant d'une marge de manœuvre budgétaire limitée ne pourront financer l'expansion des services et programmes sociaux nécessaires à la réalisation des objectifs et à la mise en œuvre de politiques anticycliques que s'ils reçoivent une aide publique au développement supplémentaire. Ces besoins accrus contrastent avec l'écart encore important entre les engagements pris et les montants d'aide versés. Bien que le Comité d'aide au développement de l'OCDE prévoie que la faible croissance de l'aide publique au développement nette totale se poursuive en 2009 et 2010, on estime le manque à gagner par rapport aux engagements pris à Gleneagles à 20 milliards de dollars pour 2010. Les pays donateurs devraient non seulement honorer leurs engagements mais aussi envisager la création de mécanismes permettant de découpler les apports d'aide du cycle conjoncturel afin d'éviter tout manque à recevoir en période de crise, autrement dit au moment où le besoin d'aide au développement est le plus aigu.

51. Plus largement, la crise mondiale a montré combien il était essentiel de disposer de réserves de liquidités considérables pour faire face à des chocs soudains et de grande ampleur sur les marchés de capitaux. Les crises financières des années 90 ont conduit nombre de pays en développement à accumuler d'importantes réserves leur servant d'auto-assurance; cette pratique représente toutefois un grand sacrifice financier et a aggravé les déséquilibres mondiaux. Une meilleure centralisation de ces réserves aux échelons régional et international permettrait de réduire les coûts occasionnés aux différents pays et servirait de base à l'amélioration de la fiabilité du financement d'urgence et à la création d'un mécanisme jouant le rôle de prêteur international en dernier ressort. L'élargissement des dispositifs existants relatifs aux droits de tirage spéciaux pourrait être au nombre de ces nouvelles mesures et, comme détaillé dans le document intitulé *Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2010*, (www.un.org/esa/policy/wess/wesp.html), fait partie intégrante d'une réforme plus globale du système mondial de réserves dont on a grandement besoin.

52. Enfin, ces efforts devront s'appuyer sur une meilleure coordination des politiques internationales afin d'éviter la fragilisation de la reprise qui pourrait avoir lieu si l'on adopte des stratégies d'abandon des mesures de relance macroéconomiques prématurément et de manière non coordonnée et si l'on ne s'attaque pas aux retombées des crises de la dette publique qui se dessinent dans les pays développés. Il sera également nécessaire de faire progresser les réformes systémiques. L'absence d'une approche concertée et d'une étroite coordination des politiques entre les membres de l'Union européenne pour régler les problèmes de viabilité budgétaire, notamment en Grèce, d'une part, et les conséquences négatives de l'indécision qui a régné initialement sur les marchés financiers, d'autre part, nous montrent à quel point il importe, notamment en période de grande incertitude, que les grandes économies coordonnent leurs politiques efficacement et à grande échelle, afin d'éviter la réapparition des déséquilibres mondiaux et de garantir la viabilité de la reprise. À cet égard, les participants au Sommet de Pittsburgh du G-20 ont adopté un cadre en vue d'une croissance forte, durable et équilibrée, selon lequel les pays déficitaires membres du G-20, notamment les États-Unis, se sont engagés à adopter des politiques qui appuient l'épargne privée et stabilisent leur déficit budgétaire, tandis que les pays membres excédentaires acceptent de renforcer leurs sources intérieures de croissance au moyen de mesures tendant par exemple à réduire les distorsions des marchés financiers, à stimuler la productivité dans les secteurs des services et à améliorer les filets de protection sociale. Si ce cadre est un premier pas vers la promotion d'une croissance mondiale plus équilibrée, il faut maintenant prendre le relais en adoptant des politiques concrètes et plus ciblées. Cela revêt une importance particulière à moyen terme, car c'est à ce moment-là, une fois que le taux de chômage aura sensiblement baissé, que les responsables politiques devront coordonner une stratégie de sortie et éliminer progressivement les mesures de stimulation, tout en maintenant un cadre de politique générale anticyclique. À plus longue échéance, les pays devraient finalement coordonner leurs politiques macroéconomiques de manière à aboutir à un ensemble de déséquilibres mondiaux qu'il soit possible de gérer. Ces politiques devraient veiller à l'augmentation des transferts financiers nets à destination des pays en développement et à ce que les politiques budgétaires demeurent expansionnistes dans les pays en développement mais soient progressivement éliminées dans les pays développés.

Annexe I

Croissance de la production mondiale, 2004-2011 (variation annuelle en pourcentage)

	2004-2007 ^a	2008	2009 ^b	2010 ^c	2011 ^c	Variation des prévisions actuelles par rapport aux prévisions de l'ONU de janvier 2010 ^d
Monde	3,8	1,8	-2,0	3,0	3,2	0,6
Pays développés	2,6	0,4	-3,4	1,9	2,1	0,6
États-Unis	2,6	0,4	-2,4	2,9	2,5	0,8
Japon	2,1	-1,2	-5,2	1,3	1,3	0,4
Union européenne	2,7	0,8	-4,2	1,0	1,8	0,5
15 membres de l'UE	2,5	0,5	-4,2	0,9	1,7	0,4
Nouveaux membres de l'UE	5,8	3,9	-3,5	1,7	3,2	0,5
Zone euro	2,5	0,6	-4,0	0,9	1,5	0,5
Autres pays européens	3,0	1,8	-1,7	1,9	2,2	1,2
Autres pays développés	3,1	1,0	-1,0	3,1	2,9	1,0
Pays en transition	7,6	5,4	-6,7	3,9	3,4	2,3
Europe du Sud-Est	5,3	4,3	-3,7	1,1	3,0	0,4
Communauté d'États indépendants	7,8	5,5	-6,9	4,2	3,5	2,5
Fédération de Russie	7,4	5,6	-7,9	4,3	3,0	2,8
Pays en développement	7,2	5,3	2,2	5,9	5,8	0,6
Afrique	5,7	5,0	2,4	4,7	5,3	0,4
Afrique du Nord	5,2	4,9	3,6	4,6	5,3	0,7
Afrique subsaharienne	6,0	5,0	1,9	4,7	5,3	0,3
Nigéria	6,0	6,0	6,9	6,5	7,0	1,5
Afrique du Sud	5,1	3,1	-1,8	2,7	3,5	-0,4
Autres	6,8	6,2	2,8	5,6	5,9	0,4
Asie de l'Est et du Sud	8,5	6,2	4,8	7,1	6,9	0,7
Asie de l'Est	8,6	6,1	4,7	7,3	6,9	0,6
Chine	11,7	9,0	8,7	9,2	8,8	0,4
Asie du Sud	8,1	6,5	5,1	6,5	6,9	1,0
Inde	9,2	7,3	6,4	7,9	8,1	1,4
Asie occidentale	6,0	4,3	-1,0	4,2	4,0	0,6
Amérique latine et Caraïbes	5,3	4,0	-2,1	4,0	3,9	0,6
Amérique du Sud	5,8	5,3	-0,3	4,5	4,6	0,8
Brésil	4,4	5,1	-0,2	5,8	5,6	1,3
Mexique et Amérique centrale	4,1	1,7	-5,9	3,4	2,8	0,5
Mexique	3,9	1,3	-6,5	3,5	2,8	0,5
Caraïbes	8,2	3,8	1,0	2,1	3,0	-0,4
Pays les moins avancés	7,8	7,1	4,0	5,6	5,6	0,3

	2004-2007 ^a	2008	2009 ^b	2010 ^c	2011 ^c	Variation des prévisions actuelles par rapport aux prévisions de l'ONU de janvier 2010 ^d
<i>Pour mémoire :</i>						
Échanges mondiaux	7,7	2,7	-13,1	7,6	5,9	2,2
Croissance de la production mondiale pondérée par les parités de pouvoir d'achat	4,8	2,9	-0,8	3,9	4,0	0,7

Source : Département des affaires économiques et sociales.

^a Variation moyenne en pourcentage.

^b Estimation partielle.

^c Prévisions basées en partie sur le projet LINK.

^d Voir *Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2010*, disponible en anglais à l'adresse www.un.org/esa/policy/wess/wesp2010files/wesp2010.pdf.

Annexe II

Scénario à moyen terme du risque d'un nouvel accroissement des déséquilibres mondiaux (pourcentage)

	Moyenne 2004-2007	2009	2011	2013	2015
Monde					
Croissance économique	3,9	-2,0	3,8	4,4	4,1
États-Unis					
Croissance économique	2,8	-2,4	3,4	3,9	2,6
Contribution de la demande privée	2,4	-5,4	2,9	4,1	2,9
Contribution de la demande publique	0,5	1,9	0,4	0,1	0,0
Contribution de la balance commerciale	-0,1	1,0	0,1	-0,2	-0,3
Prêts bancaires (privés)/PIB	86,8	77,6	56,2	69,4	89,2
Dette publique/PIB	49,3	71,8	92,8	95,9	94,8
Balance épargne privée-investissement/PIB	-2,7	6,9	4,8	0,7	-3,0
Balance épargne publique-investissement/PIB	-3,1	-10,2	-8,9	-6,2	-4,7
Comptes courants/PIB	-5,8	-3,3	-4,1	-5,5	-7,6
<i>Dont</i> : comptes des revenus et transferts	-0,2	0,1	-0,1	-0,3	-0,8
Europe					
Croissance économique	2,6	-4,0	2,7	3,2	3,5
Contribution de la demande privée	2,2	-5,7	2,2	3,1	3,4
Contribution de la demande publique	0,5	0,9	0,4	0,3	0,3
Contribution de la balance commerciale	-0,1	0,8	0,1	-0,2	-0,2
Prêts bancaires (privés)/PIB	117,1	106,8	84,5	97,1	113,0
Dette publique/PIB	61,1	81,9	96,7	96,0	87,3
Balance épargne privée-investissement/PIB	1,6	4,0	3,5	1,2	-1,3
Balance épargne publique-investissement/PIB	-1,5	-4,4	-4,0	-2,7	-1,5
Comptes courants/PIB	0,1	-0,4	-0,5	-1,4	-2,8
<i>Dont</i> : comptes des revenus et transferts	-0,5	-1,2	-1,2	-1,4	-2,0
Japon et autres pays développés					
Croissance économique	2,5	-4,2	2,2	2,8	2,6
Contribution de la demande privée	2,1	-3,8	1,6	1,9	1,9
Contribution de la demande publique	0,5	0,8	0,6	0,6	0,6
Contribution de la balance commerciale	-0,1	-0,7	0,1	0,4	0,2
Prêts bancaires (privés)/PIB	149,9	155,8	149,7	156,7	164,3
Dette publique/PIB	126,4	135,2	129,9	123,1	116,5
Balance épargne privée-investissement/PIB	-1,3	1,4	1,2	1,8	2,6
Balance épargne publique-investissement/PIB	3,3	-0,6	0,0	0,5	0,4
Comptes courants/PIB	2,0	0,8	1,1	2,3	3,0
<i>Dont</i> : comptes des revenus et transferts	1,0	1,4	1,3	1,2	1,1

	<i>Moyenne 2004-2007</i>	2009	2011	2013	2015
Pays en transition					
Croissance économique	7,4	-6,7	6,3	6,3	7,1
Contribution de la demande privée	8,2	-19,3	6,8	6,8	7,4
Contribution de la demande publique	2,5	3,7	2,2	1,6	1,4
Contribution de la balance commerciale	-3,4	8,9	-2,8	-2,0	-1,7
Prêts bancaires (privés)/PIB	33,0	61,7	43,2	39,9	38,1
Dette publique/PIB	17,5	17,3	27,4	32,8	32,8
Balance épargne privée-investissement/PIB	1,7	7,9	10,3	9,6	7,7
Balance épargne publique-investissement/PIB	4,3	-5,3	-6,7	-5,9	-4,6
Comptes courants/PIB	6,0	2,5	3,6	3,7	3,1
<i>Dont</i> : comptes des revenus et transferts	-2,1	-3,3	-2,6	-2,2	-1,9
Chine					
Croissance économique	11,2	8,7	8,2	8,9	8,5
Contribution de la demande privée	8,6	11,0	8,0	8,4	8,0
Contribution de la demande publique	1,4	3,2	1,0	0,9	0,9
Contribution de la balance commerciale	1,1	-5,4	-0,7	-0,4	0,0
Prêts bancaires (privés)/PIB	125,1	108,8	120,5	130,8	142,8
Dette publique/PIB	11,9	13,8	16,8	18,1	18,9
Balance épargne privée-investissement/PIB	11,4	9,3	8,9	7,9	9,2
Balance épargne publique-investissement/PIB	-3,9	-3,5	-3,1	-1,7	0,0
Comptes courants/PIB	7,5	5,9	5,9	6,2	9,2
<i>Dont</i> : comptes des revenus et transferts	1,7	1,7	1,7	2,6	4,8
Inde					
Croissance économique	9,0	6,4	9,8	8,6	7,8
Contribution de la demande privée	9,4	3,9	7,6	6,5	6,1
Contribution de la demande publique	1,1	3,6	0,8	0,4	0,4
Contribution de la balance commerciale	-1,5	-1,1	1,5	1,6	1,4
Prêts bancaires (privés)/PIB	42,2	51,4	51,4	53,1	55,0
Dette publique/PIB	67,8	71,2	70,2	63,7	53,4
Balance épargne privée-investissement/PIB	2,9	7,4	6,4	5,9	5,8
Balance épargne publique-investissement/PIB	-3,3	-8,8	-7,1	-4,6	-2,7
Comptes courants/PIB	-0,4	-1,4	-0,7	1,3	3,2
<i>Dont</i> : comptes des revenus et transferts	2,7	3,9	3,6	3,4	3,0
Autres pays en développement – Asie					
Croissance économique	6,1	-0,1	3,7	5,2	5,9
Contribution de la demande privée	5,2	-3,3	3,7	4,2	4,5
Contribution de la demande publique	1,1	1,3	0,9	0,9	0,9
Contribution de la balance commerciale	-0,2	1,8	-0,9	0,2	0,5
Prêts bancaires (privés)/PIB	55,2	68,3	65,4	67,4	70,0

	<i>Moyenne 2004-2007</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2013</i>	<i>2015</i>
Dettes publiques/PIB	50,3	55,8	46,0	39,2	34,9
Balance épargne privée-investissement/PIB	5,2	4,7	4,1	4,5	5,4
Balance épargne publique-investissement/PIB	1,0	0,1	0,3	0,4	0,4
Comptes courants/PIB	6,3	4,8	4,3	5,0	5,8
<i>Dont</i> : comptes des revenus et transferts	-0,2	0,4	0,5	0,5	0,6
Amérique latine					
Croissance économique	5,6	-2,1	4,4	4,9	5,3
Contribution de la demande privée	5,5	-4,7	3,7	3,9	4,2
Contribution de la demande publique	1,3	1,1	0,9	0,8	0,9
Contribution de la balance commerciale	-1,1	1,5	-0,1	0,2	0,2
Prêts bancaires (privés)/PIB	32,3	55,9	52,4	51,4	51,1
Dettes publiques/PIB	30,7	36,5	36,4	34,4	30,9
Balance épargne privée-investissement/PIB	0,5	0,3	0,2	1,2	1,9
Balance épargne publique-investissement/PIB	0,1	-1,6	-1,5	-1,3	-1,0
Comptes courants/PIB	0,6	-1,2	-1,3	-0,1	1,0
<i>Dont</i> : comptes des revenus et transferts	-0,7	-0,5	-0,5	-0,6	-0,6
Afrique					
Croissance économique	6,5	2,4	6,0	5,8	5,5
Contribution de la demande privée	6,0	0,9	5,1	4,5	4,4
Contribution de la demande publique	1,4	1,3	1,1	1,2	1,2
Contribution de la balance commerciale	-0,9	0,1	-0,3	0,1	-0,1
Prêts bancaires (privés)/PIB	40,1	59,6	56,2	58,5	60,7
Dettes publiques/PIB	46,0	48,8	36,1	31,3	28,9
Balance épargne privée-investissement/PIB	6,2	2,6	3,2	4,5	4,9
Balance épargne publique-investissement/PIB	-1,1	-4,4	-3,1	-2,7	-2,7
Comptes courants/PIB	5,0	-1,9	0,0	1,9	2,2
<i>Dont</i> : comptes des revenus et transferts	1,4	1,2	1,2	1,2	1,1

Source : Résultats des simulations réalisées à l'aide de l'outil de modélisation des politiques mondiales du Département des affaires économiques et sociales. Les hypothèses sont présentées au paragraphe 45 ci-dessus.